Choisir son école, stratégies familiales et médiations locales, Agnès van Zanten

Paris, PUF, coll. Lien social, 2009

Roger-François Gauthier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/796>

DOI : 10.4000/ries.796

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 19-21

ISBN : 978-2-8542-0577-0

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Roger-François Gauthier, « *Choisir son école, stratégies familiales et médiations locales*, Agnès van Zanten », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 52 | décembre 2009, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 27 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ries/796> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.796>

Ce document a été généré automatiquement le 27 avril 2022.

© Tous droits réservés

Choisir son école, stratégies familiales et médiations locales, Agnès van Zanten

Paris, PUF, coll. Lien social, 2009

Roger-François Gauthier

RÉFÉRENCE

Agnès van Zanten, *Choisir son école, stratégies familiales et médiations locales*, Paris, PUF, coll. Lien social, 2009

- 1 Voici un livre directement fondé sur un travail sociologique de terrain, avec 167 familles interrogées et longuement citées, et qui approche « de l'intérieur » et en tant que tel un acte dont il dévoile l'inattendue complexité : le choix de l'école par les familles dans le cadre français. En l'occurrence, ces familles habitent quatre communes socialement contrastées de la banlieue parisienne, mais relèvent toutes des classes moyennes, parce que ce sont celles où les questions de choix de l'école sont les plus aiguës. L'auteure nous rappelle que ce choix est une véritable épreuve sociale, aux deux sens du mot, à la fois un enjeu fort pour les familles, qui engage les destinées beaucoup plus que d'autres choix de la vie, et qu'il s'agit d'une décision spécifique : plus difficilement réversible que d'autres, privée mais s'effectuant par rapport à une offre publique, cette décision a une signification et des implications au-delà de la seule scolarisation, sur tout l'environnement relationnel qu'on programme pour ses enfants comme pour soi-même, sur l'organisation familiale, comme sur les choix économiques et résidentiels. Grosse affaire, donc, de toutes façons !
- 2 Et affaire française, tout autant, ce qui est intéressant pour les lecteurs d'une revue tournée vers la comparaison internationale : car si la question du « choix de l'école » est partout complexe, la situation française est spécifique, d'une part parce que le « choix » n'y existe en fait historiquement qu'entre le même et l'autre, c'est-à-dire entre un enseignement public (80 % des effectifs) et un enseignement privé financé par l'Etat et conforme en tous points aux curricula publics, d'autre part parce que le choix

entre des établissements publics, possible et même politiquement valorisé par certains, n'a pas de véritable fondement dans les principes d'égalité du service républicain et est donc toujours vécu par beaucoup comme une « défection », facilement honteuse, à la règle d'affectation dans l'établissement le plus proche du domicile. Une école de France au discours particulièrement idéaliste, et des parents pris à un piège étrange : soit, à un bout, ils s'enferment dans des ghettos résidentiels et scolaires de riches, leur égoïsme les mettant au fond à l'abri de toute hypocrisie, soit, à l'autre bout de ces classes moyennes, ils fréquentent une école qui brasse les populations, mais alors c'est à l'intérieur de cette école que par cent stratégies d'options ou de relations ils poursuivent au fond les mêmes objectifs d'un entre-soi scolaire. C'est cette histoire sombre qui est ici illustrée.

- 3 En posant ces questions en France la sociologue s'aventure par définition dans un domaine dont on ne parle pas.
- 4 L'analyse se fonde sur un double clivage, vertical entre classes moyennes supérieures et inférieures d'une part, horizontal entre professions relevant de l'économie privée et relevant du secteur public et culturel d'autre part ; ce double clivage donne quatre catégories, dénommées :

<i>Économie privée</i>	1 Technocrates (cadres d'entreprise, libéraux...)	2 Intellectuels (cadres publics, professions intellectuelles et artistiques...)	<i>Secteur public et culturel</i>
	3 Techniciens (professions intermédiaires des entreprises, artisans, employés...)	4 Médiateurs (professions intermédiaires santé, fonctions publiques...)	

- 5 Mais au-delà de cette typologie, qui joue bien, ce qui est mis en évidence est que si les décisions de ces différents groupes varient en fonction de leurs possibilités ou de leurs valeurs, leurs objectifs, eux, dictés par l'anxiété, sont au fond très similaires. On commence par les motivations individuelles des choix, et là c'est sans grande surprise qu'on voit les « intellectuels » s'intéresser par exemple davantage, avant de choisir, au « bagage scolaire » des élèves d'un établissement, les « médiateurs », privilégier, en même temps que l'expression, sécurité et suivi personnalisé des élèves, tandis que les « résultats » des établissements intéressent davantage les « technocrates », dominés par des préoccupations instrumentales.
- 6 Mais en venant aux idéaux cette fois collectifs qui sous-tendent les actes, l'auteure montre qu'ils sont plus actifs qu'on pourrait croire, mais si paradoxalement conjugués qu'ils constituent un paysage troublé : le thème de l'égalité des chances évoque pour les uns le mérite individuel pour prendre place dans un ordre hiérarchique supposé économiquement efficace, pour les autres la nécessité d'apporter une solution adaptée à chaque enfant, dans la perspective d'une humanité non ségrégative. Oui mais voilà, nous dit l'auteur : la logique du marché met en fait sous tension les deux systèmes de valeurs, les tenants de l'efficacité économique ne pouvant plus s'opposer aux exigences plus plastiques des organisations contemporaines et ceux de l'« adaptation » en venant de leur côté à s'adapter... d'abord au marché lui-même...
- 7 Plus originale encore est la démonstration de l'usage fait par les différents groupes... des connaissances de nature sociologique ou psychologique, dans une articulation entre

savoirs savants et savoirs d'expérience : là aussi la note est au fond grave, ces savoirs étant surtout utilisés pour développer des « stratégies opportunistes et des rhétoriques conservatrices ».

- 8 Tout concourt à renforcer les inégalités autour du choix et par le choix : qu'il s'agisse des façons dont sont mobilisés, selon les groupes, le capital culturel et économique dans la stratégie de choix, du sens même accordé à la notion d'autonomie du projet de l'enfant (qui n'est souvent qu'un alibi à des stratégies sociales), des effets des lieux de résidence, des réseaux relationnels ou des conseils que les familles peuvent obtenir de professionnels de l'enseignement.
- 9 Ce qu'on apprend de l'activisme de ces parents de classes moyennes en matière de choix d'école laisse perplexe, tant les familles dépensent d'énergie au jeu. Car l'ascension sociale, mais tout autant le souci de freiner l'ascension des classes populaires, passent au fond par diverses stratégies qui visent toutes l'entre-soi, qu'il soit résidentiel, social, ethnique ou scolaire. Rien ne change sur le fond, l'objectif est la clôture et rares sont ceux (l'ouvrage en décrit pourtant) qui s'essayent à une stratégie « vertueuse » en créant un capital social « inclusif » dans un établissement.
- 10 L'école française, décrite comme un lieu majeur d'angoisse sociale et de jeu inégal en matière de choix, protège plutôt les intérêts des différents groupes dominants en leur proposant une panoplie de stratégies de clôtures par lesquelles elle se distingue de moins en moins du reste du monde social.
- 11 La sociologue apporte à cet égard, à l'occasion d'une enquête dont ce n'est certes pas l'objectif premier, des éléments assez forts de réflexion sur la politique publique d'éducation. Face au jeu normal des individus qui poursuivent leurs intérêts, on attendrait de la puissance publique, en effet, qu'elle « remette en jeu », pourrait-on dire, d'une façon qui recrée de l'équité et desserre au moins temporairement les pressions. Or que voit-on en France ? Des inégalités considérables et pénalisantes entre les familles quant aux conditions d'exercice de leurs choix, entre groupes des classes moyennes d'une part qui s'y épuisent, mais plus encore au détriment des classes populaires qui n'ont pas les clés : il s'exerce en effet d'une part entre des écoles qui, parce qu'elles sont idéologiquement réputées homogènes, sont en fait plus hiérarchisées que capables d'être différentes (ce qui est plus le cas dans l'enseignement privé), d'autre part entre des écoles à propos desquelles la puissance publique ne met à disposition des familles aucune donnée leur permettant de retrouver quelque sérénité, aucune évaluation intelligente qui pourrait contrecarrer le délit permanent d'initiés.
- 12 La question du choix de l'école se pose partout dans le monde : ce livre vaut à la fois comme méthode de lecture de cette réalité sociologique et, de façon tout aussi intéressante, comme une étude de cas française particulièrement éloquente.

AUTEURS

ROGER-FRANÇOIS GAUTHIER

Roger-François Gauthier est Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche (France). Consultant auprès de l'UNESCO, notamment en matière de contenus d'enseignement, il est l'auteur de plusieurs ouvrages relatifs aux politiques d'éducation. Associé à plusieurs équipes de recherche en France et à l'étranger sur différents thèmes relatifs notamment aux politiques curriculaires, il a récemment travaillé sur un bilan des politiques curriculaires en Afrique selon l'approche par compétences, et sur le socle commun dans le cadre du projet européen *Knowledge & Policy*. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.